

Droit fiscal

● (1550)

M. Turner (Ottawa-Carleton): Madame l'Orateur, je soulève la question de privilège. Pendant toute l'heure consacrée à la période des questions, il m'est peut-être arrivé de sourire, mais c'était à propos d'autres sujets qui ont été abordés; je ne rirais pas du malheur des chômeurs. Je tiens à dire au député qu'il n'est pas le seul à se soucier des travailleurs canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Si j'ai donné l'impression que nous monopolisons cette inquiétude, je le regrette. Toutefois, je ne retire pas le commentaire que j'ai fait plus tôt: pendant une bonne partie de la période des questions, le ministre des Finances (M. Turner) souriait et le parti conservateur a, à mon avis, fait perdre beaucoup de temps à la Chambre en parlant de fanfares militaires. C'est une question de jugement et je ne retire rien de ce que j'ai dit.

Pour clore mes remarques à propos du gouvernement, j'ajouterai que notre pays vit en autarcie en ce qui concerne les ressources minérales, et en particulier, le pétrole, comme bien peu d'autres pays au monde. Si le Canada avait la moitié de la compétence dont l'Allemagne de l'Ouest a fait preuve en matière de gestion de l'économie, nous serions un pays prospère. L'Allemagne de l'Ouest importe presque toutes les ressources dont elle a besoin; son taux d'inflation est le plus bas au monde et il y a plein emploi. Par contre, notre gouvernement qui gère toutes nos ressources trouve le moyen de maximiser le pire des deux maux: nous connaissons l'inflation galopante et presque le plein chômage.

Que disent les ministres qui ont la responsabilité officielle? Le ministre des Finances, qui encore une fois pourra me corriger s'il croit que je me trompe, dit en somme que l'économie canadienne ne peut vraiment pas s'améliorer avant celle des États-Unis. Je pense que cela résume assez bien sa réaction de défense à la Chambre cet après-midi. Je vois qu'il demande de nouveau la parole.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Madame l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le député ne devrait pas interpréter mon silence comme une indication que je suis d'accord avec tout ce qu'il dit. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ce n'est pas ainsi que j'ai présenté les choses.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: C'est exactement ce que j'ai conclu des réponses du ministre cet après-midi. J'ai tiré la même conclusion de ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) a répondu à propos des 100,000 chômeurs de plus en Ontario. Il a dit clairement au sujet de l'industrie automobile canadienne, où c'est la dépression et non une récession, que le gouvernement ne peut rien faire avant que la situation aux États-Unis s'améliore. Voilà sans contredit l'exemple parfait de la faillite des années de régime libéral. Le ministre des Finances dit qu'il ne peut rien faire pour l'économie en général tant que la conjoncture ne sera pas meilleure aux États-Unis. Le ministre de l'Industrie et du Commerce dit ne rien pouvoir pour l'industrie automobile tant que les conditions de l'industrie américaine ne s'amélioreront pas.

[M. Broadbent.]

Avec les statistiques du chômage publiées aujourd'hui, le ministre des Finances a couronné la série d'expédients, de discours au pied levé et de politiques avortées dont il nous a gratifiés depuis le discours du Trône de l'automne dernier. Tant dans ce discours que dans le budget qui l'a suivi, le ministre des Finances et le gouvernement ont évité de se compromettre. Ils n'ont pas conclu que le problème réel de l'économie serait la récession. Ils n'ont pas dit non plus que ce serait l'inflation. Ils ont reconnu que le problème comportait deux aspects, et en cela, ils ont eu raison. Cependant, plutôt que de présenter un programme qui s'attaque vraiment à l'un ou l'autre de ces aspects, ou éventuellement, et sérieusement, aux deux, il a choisi de ne rien faire pour résoudre le problème. Il a essayé de ne pas prendre de risques. Il s'en est suivi une hausse à la fois de l'inflation et du chômage.

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a déclaré à juste titre que tout ce que le ministre des Finances a fait depuis quelques mois a été de se promener dans le pays en parlant de la nécessité d'en arriver à une sorte de consensus, plutôt que de proposer des programmes définitifs, que ce soit dans le monde des affaires, du travail, de l'agriculture ou de la pêche. Au lieu de faire des propositions précises, le ministre des Finances s'est simplement contenté d'écouter. Il cherche réellement à trouver une excuse pour ne rien faire du tout.

Au lieu de prendre des mesures fermes pour résoudre les problèmes de l'économie canadienne, le parti libéral tient des colloques. Nous revoici à l'époque du gouvernement libéral de 1968-1972, où ce dernier avait créé et littéralement aggravé la crise économique en espérant qu'elle disparaîtrait.

Au nom de mon parti, j'aimerais faire quatre propositions concrètes que même le gouvernement actuel ne dénigrerait pas s'il envisageait de leur donner suite. J'aimerais cependant, au préalable, faire quelques remarques à propos du chômage aux fins du compte rendu officiel. Il y a 817,000 chômeurs au Canada, le nombre le plus élevé depuis le début de la crise. Nous avons dit il y a quelques années à la Chambre qu'un taux de chômage de 3 p. 100 constituait la limite qu'il ne faudrait pas permettre à notre économie de dépasser. Il y a des années que nous l'avons dépassée.

Notre taux de chômage réel—taux désaisonnalisé—est maintenant supérieur à 8 p. 100. Est-ce ainsi que l'on se préoccupe de ces 817,000 Canadiens? La Chambre n'a pas l'air de s'en soucier beaucoup. D'après ces chiffres, le chômage a augmenté dans neuf de nos dix provinces. Ce n'est pas un problème régional.

L'un des indices les plus nets et les plus négatifs quant à l'orientation que prend notre économie est la province de l'Ontario. Il nous faut en tenir compte avec beaucoup de sérieux. Lorsque le nombre de chômeurs augmente de 100,000 en un mois en Ontario, le pays entier a intérêt à y prêter attention. En ce qui concerne notre capacité productive de biens et de services ainsi que la consommation de ceux produits par les autres provinces, c'est un facteur extrêmement important. Ce sont probablement là les chiffres les plus alarmants que nous ayons enregistrés au cours des douze dernières années en ce qui concerne le chômage.

Qu'un ministre des Finances accepte tout bonnement ces statistiques, c'est une honte pour le Parlement. Et c'est l'attitude qu'il a adoptée cet après-midi.